Cheseaux, le 28 septembre 2026

CONSEIL COMMUNAL

CHESEAUX

PREAVIS 04/2026

Fixation du plafond en matière d'endettement et de risques pour cautionnements pour la législature 2026-2031

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

1. Introduction

Depuis 1956, les communes ont l'obligation d'obtenir auprès du département en charge des communes vaudoises une approbation pour chaque emprunt et cautionnement qu'elles souhaitent contracter auprès des divers bailleurs de fonds. Cette pratique est devenue lourde et difficilement supportable sur un plan administratif.

Dans le but de simplifier cette procédure et de limiter le contrôle de l'Etat, tout en maintenant la légalité, le Grand Conseil a accepté en 2005, dans le cadre de la révision de la loi sur les communes, de supprimer les autorisations d'emprunts et de cautionnements pour introduire la notion de « plafonds d'endettement ou d'emprunts et de risques pour cautionnements ».

Dès lors, les communes, les associations de communes et les autres regroupements de droit public vaudois sont tenus d'adopter un plafond d'endettement et de cautionnement pour la durée d'une législature. Dans une volonté d'optimiser et d'assurer une bonne gestion et suivi des finances communales, les dispositions légales (article 143 LC) prévoient de réitérer l'opération dans le courant des 6 premiers mois de chaque nouvelle législature.

Dans sa séance du 5 octobre 2021, le Conseil communal a décidé de fixer, pour la législature 2021-2026, le plafond brut en matière d'endettement à CHF 35 mio et le plafond brut de risque pour les cautionnements à 6 mio.

Par le présent préavis, la Municipalité propose au Conseil communal de fixer, pour la législature 2026-2031, le plafond brut unique en matière d'endettement et de risques pour cautionnements à **CHF 45 mio**. L'augmentation du plafond brut en matière d'endettement s'explique par un besoin de financement plus important prévu pour la période 2026-2031. Cette nécessité d'emprunt découle, d'une part, de la diminution prévisionnelle de la marge d'autofinancement et, d'autre part, des dépenses d'investissement budgétisées sur cette période, nécessaires pour assurer la pérennité et la qualité des infrastructures communales.

Malgré l'augmentation du plafond, la capacité économique d'endettement de la Commune demeure supérieure à la dette brute prévisionnelle, ce qui constitue un indicateur favorable.

2. Bases légales

La loi sur les communes stipule :

Art. 143 Emprunts

1. *Au début de chaque législature, les communes, les associations de communes et les autres regroupements de droit public vaudois déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le département en charge des relations avec les communes, qui en prend acte.*
2. *Lorsque le plafond d'endettement est modifié en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat, qui examine la situation financière de la commune.*
3. *Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'Etat dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.*
4. *Le Conseil d'Etat fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des communes.*
5. *Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.*

Ces deux plafonds doivent être votés par le législatif communal dans le courant des six premiers mois de chaque législature, puis communiqués à l'Etat de Vaud.

Il convient de préciser que le plafond d'endettement ne constitue pas une autorisation générale d'emprunt pour la Municipalité. En effet, le recours à tout emprunt doit être approuvé par le Conseil communal dans le cadre des préavis d'investissement.

En outre, la fixation des plafonds d'endettement et de risques pour cautionnements est de compétence communale. Néanmoins, si une commune se trouvait dans l'obligation de modifier son plafond d'endettement en cours de législature, l'intervention du Conseil d'Etat est obligatoire en vue d'un examen de la situation financière selon les alinéas 2,3 et 4 de l'article 143 de la loi sur les communes.

Afin d'analyser toute demande de réactualisation du plafond d'endettement, l'article 22a du Règlement sur la Comptabilité des Communes précise :

Art. 22a Réactualisation du plafond d'endettement (en cours de législature)

Toute demande de modification du plafond d'endettement d'une commune fait l'objet d'un examen approfondi de la situation financière de cette dernière par le Conseil d'Etat.

Dans son examen, celui-ci se fonde sur :

- *Le budget et les comptes annuels de la commune concernée*
- *Une planification financière*

La situation de la commune est analysée sur la base d'indicateurs et de ratios de gestion d'analyse financière validés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.

3. Etat de l'endettement

Données de la dette brute par rapport aux revenus des 5 dernières années :

Ratio du plafond d'endettement brut

Dette brute	Natures
+ Engagements courants	200
+ Engagements financiers à court terme	201
+ Engagements financiers à long terme	206

Revenus courants	Natures
+ Revenus du compte de résultats	4
- Prélèvements sur les fonds et fin. spéciaux	45
- Subventions à redistribuer	47
- Prélèvements sur le capital propre	489
- Imputations internes	49

Formule
dette brute (y compris quotes-parts et cautionnements selon risque) / revenus courants

Valeurs indicatives
> 150 % = mauvais
> 200 % = problématique

Les ratios extrêmement positifs des dernières 5 années s'expliquent par :

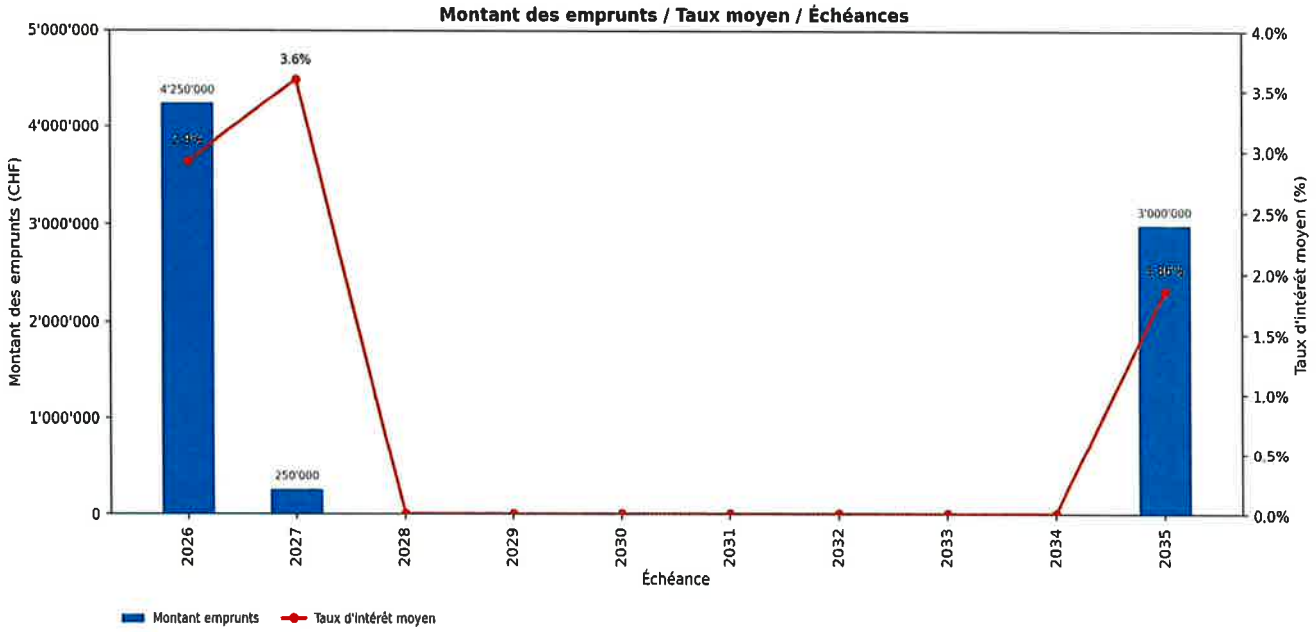
- Un amortissement continu annuel des dettes
- Augmentation du nombre d'habitants
- Un cumul de marge d'autofinancement a permis de couvrir les dépenses d'investissement nettes sur la même période
- Taux de croissance moyen de 0,92% des revenus fiscaux
- Bonne maîtrise des finances communales

6. Taux d'endettement brut = dette brute par rapport aux revenus

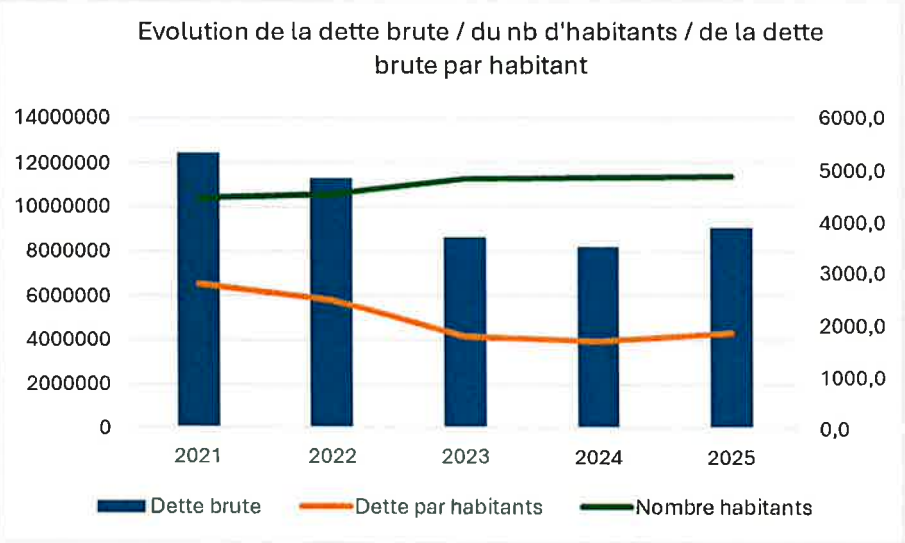
			Désignation	2021	2022	2023	2024	2025
Max. 150%		DB/RC	Dette brute (DB)	12 454 840	11 319 726	8 645 776	8 196 582	9 086 705
			Revenus courants (RC)	23 554 028	22 219 560	22 688 878	23 698 180	25 154 683
			En %	53%	51%	38%	35%	36%

Au 31 décembre 2025, les dettes à moyen et long terme s'élèvent à CHF 7,5 mio. En 2026, outre le remboursement périodique de CHF 250'000, un emprunt de CHF 4 mio arrivera à échéance et sera soit remboursé, soit reconduit en fonction des besoins. En surplus, aucun emprunt à court terme n'est en cours actuellement.

Le graphique ci-dessous présente l'échéance des emprunts actuels avec une indication du taux moyen :



Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la dette brute, du nombre d'habitants ainsi que de la dette brute par habitant :



La diminution générale de la dette brute par habitants provient de l'augmentation du nombre d'habitants ainsi que de la diminution générale de la DB (dette brute).

La dette nette négative par habitant, au cours des 5 dernières années, augmente progressivement. Ceci s'explique par l'augmentation progressive du patrimoine financier au bilan (10) ainsi que de la diminution progressive des engagements au bilan (20).

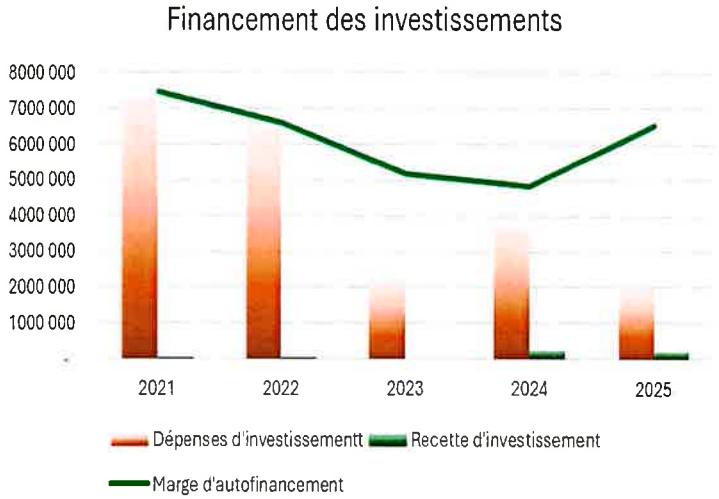
Endettement net par habitant

	Désignation	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne sur 5 ans	Tx croissance
DN/Hab	Dette nette (DN)	-13 745 107	-13 926 998	-16 943 216	-18 342 010	-23 110 247	-17 213 515	
	Habitants	4 449	4 525	4 842	4 855	4 870	4 708	2,29%
	En CHF	-3 089	-3 078	-3 499	-3 778	-4 745	-3 656	

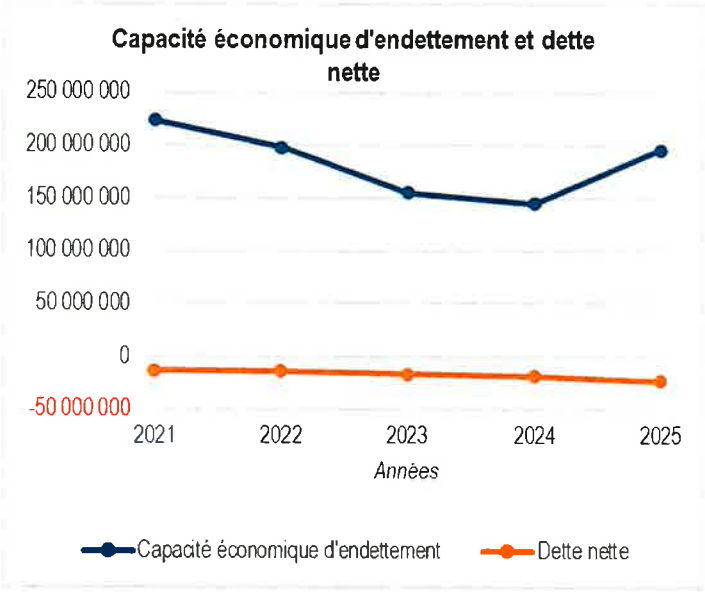
PF	Disponibilités et placements à CT
	Créances
	Placements financiers
	Actis de régularisation

Capitaux de tiers	Engagements courants
	Engagements financiers à CT
	Engagements financiers à LT
	Passifs de régularisation

4. Autres indicateurs – Législature 2021-2026



Un total de CHF 30'600'000 de marge d'autofinancement a permis de couvrir les dépenses d'investissement nettes de CHF 21'060'000 sur la même période.



La capacité économique d'endettement correspond au montant maximum d'endettement supportable pour la Commune. Elle se détermine en multipliant la marge d'autofinancement par 30 ans (période maximale autorisée pour amortir les investissements réalisés).

5. Détermination du plafond d'endettement 2026 - 2031

De manière générale, le plafond d'endettement est déterminé en fonction des investissements communaux actuels et futurs, des fonds de roulement, des emprunts actuels et envisagés, de la fortune nette actuelle et envisagée, ainsi que de la marge d'autofinancement actuelle est envisagée.

La Direction des finances communales dans son document « Aide à la détermination du plafond d'endettement 2026-2031 Modèle comptable harmonisé (MCH2) » invite les communes à choisir entre un plafond d'endettement brut ou net. La dette brute correspond aux engagements courants, aux engagements financiers à court terme et aux engagements financiers à long terme. Quant à la dette nette, celle-ci correspond à la dette brute à laquelle il convient de déduire préalablement les valeurs inscrites au bilan du patrimoine financier.

	Dette brute	Natures
+	Engagements courants	200
+	Engagements financiers à court terme	201
+	Engagements financiers à long terme	206

	Dette nette (définition spécifique au plafond)	Natures
+	Capitaux de tiers	20
-	Patrimoine financier	10
-	PA financé par des taxes affectées	1403*

* NB : ce compte peut contenir des éléments ne devant pas être déduits.

	Revenus courants	Natures
+	Revenus du compte de résultats	4
-	Prélèvements sur les fonds et fin. spéciaux	45
-	Subventions à redistribuer	47
-	Prélèvements sur le capital propre	489
-	Imputations internes	49

	Revenus fiscaux et règuliers non affectés	Natures
+	Revenus fiscaux	40
+	Patentes et concessions	41
+	Emoluments pour actes administratifs	421
+	Revenus financiers en lien avec le PA	445 à 447

Au regard de la situation actuelle de la Commune, qui ne prévoit pas d'investissements « importants » dans le patrimoine financier, il n'y a pas de raison de modifier la méthodologie retenue lors de l'ancienne législature et d'opter ainsi pour le plafond d'endettement brut.

La direction des finances communales déconseille aux communes de fixer un plafond d'endettement brut, respectivement net, supérieur au ratio de 250% de leurs revenus courants, respectivement de leurs revenus fiscaux et réguliers non affectés (voir tableau explicatif ci-dessous). Il s'agit d'une limite très large, car un ratio de plus de 150% peut déjà être qualifié de mauvais et un ratio de plus de 200% de problématique :

Ratio du plafond d'endettement brut

Formule : dette brute x 100 / revenus courants

Valeurs indicatives : > 150 % : mauvais ; > 200 % : problématique

Ratio du plafond d'endettement net

Formule : Endettement net x 100 / revenus fiscaux et autres revenus réguliers non affectés

Valeurs indicatives : > 150 % : mauvais ; >200 % : problématique

En se basant sur une moyenne des revenus courants des 5 dernières années, le plafond d'endettement maximum brut « admis » par la direction des finances communales est de CHF 58,6 mio.

MCH2	Op.	Désignation	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne sur 5 ans
40	+	Revenus fiscaux	13 366 873	12 914 021	13 619 098	13 759 229	13 863 015	13 504 447
41	+	Patentes et concessions	5 697	6 981	6 271	6 012	7 389	6 470
42	+	Taxes et redevances	2 180 340	2 191 124	2 092 999	2 465 311	3 287 738	2 443 502
43	+	Revenus divers	-	-	-	-	-	-
44	+	Revenus financiers	1 356 816	1 588 545	2 136 850	2 177 342	2 160 898	1 884 090
46	+	Revenus de transfert	6 644 301	5 518 889	4 833 661	5 290 288	5 835 643	5 624 556
	=	Revenus courants	23 554 028	22 219 560	22 688 878	23 698 180	25 154 683	23 463 066

Calcul	Base	Moyenne sur 5 ans
250%	23 463 066	58 657 664

Une autre méthode prévue par l'Union des Communes Vaudoises (UCV) est possible pour la fixation du plafond d'endettement. Le principe repose sur le fait de respecter l'équité intergénérationnelle soit le fait de s'assurer d'être en mesure de rembourser la dette sur une période de 30 ans au maximum. Puisque la Commune doit être capable de rembourser sa dette en 30 ans au maximum et que les moyens financiers pour rembourser cette dette sont la marge d'autofinancement, alors la capacité économique d'endettement correspond à 30 fois la marge d'autofinancement. Avec cette méthode, il y a un rapport direct entre la situation financière de la commune, évaluée à l'aide de la marge d'autofinancement, et sa capacité économique d'endettement. Sur la base de la marge d'autofinancement moyenne réalisée entre 2021 et 2026, qui est d'environ 6,1 mio, nous pouvons déterminer une limite de CHF 183,8 mio de plafond d'endettement à ne pas dépasser.

La Municipalité ne s'est pas limitée à appliquer la méthode simplifiée de détermination du plafond d'endettement proposée dans les documents cantonaux MCH2. Elle a souhaité procéder à une projection financière complète de la Commune pour les années 2026-2031. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur une méthodologie établie par l'UCV qui tient compte de l'évolution des charges et revenus du compte de résultat ainsi que des dépenses d'investissement prévisionnelles. Cette méthodologie détaillée ci-dessous permet de déterminer l'évolution de la dette prévisionnelle de la Commune ainsi que la capacité économique d'endettement :

- Conversion des comptes de résultat et de bilan des années 2021-2025 en MCH2

  Afin d'obtenir une analyse de la Commune ainsi que des indicateurs sur sa situation financière actuelle

- Etablissement du plan d'investissements 2026-2031

  Afin de définir les dépenses d'investissement prévisionnelles ainsi que la temporalité

- Projection des charges et des revenus pour 2026-2031

  Application de taux de croissance par type de charges et de revenus des années 2021-2026
  Neutralisation de charges et revenus « extraordinaires » de 2021-2026
  Budgétisation des charges et revenus découlant des investissements du plan d'investissements 2026-2031
  Budgétisation de nouvelles charges et revenus prévus pour 2026-2031 ne découlant pas des investissements

Le résultat de l'analyse prévisionnelle (2026-2031) permet de faire ressortir les éléments suivants :

- Malgré une croissance des charges opérationnelles plus importante que celle des revenus opérationnels, un résultat opérationnel positif est prévu jusqu'en 2030. En 2031, les charges de fonctionnement sont plus élevées que les revenus de fonctionnement, ce qui amène un résultat opérationnel négatif. L'augmentation des charges découle principalement des postes liés aux biens et services, des charges de personnel ainsi que d'une approche prudente par rapport à la prévision des charges liées à la NPIV. Elle s'explique également par la progression des amortissements planifiés du patrimoine administratif, qui pèseront davantage sur les charges ces prochaines années, sans toutefois avoir d'incidence sur la marge d'autofinancement. Cette dernière atteint une moyenne de CHF 3,6 mio ce qui demeure extrêmement favorable pour la Commune.

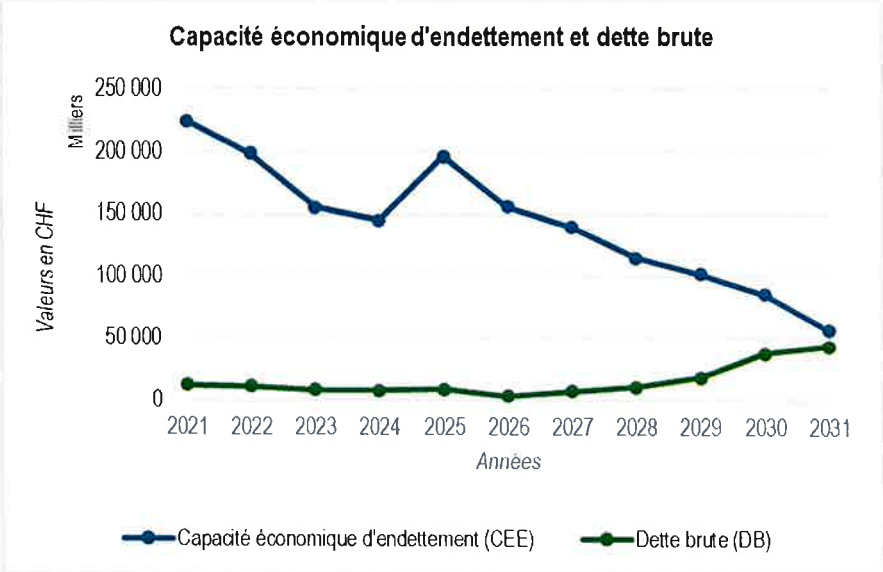
- Basée sur l'évolution du compte de résultat ainsi que des dépenses d'investissement nettes prévisionnelles, la dette brute prévisionnelle est de CHF 43'900'000. A cet effet, il convient de relever que les recommandations de la direction des finances communales sont respectées.

6. Taux d'endettement brut						
Désignation	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dette brute (DB)	3 876 705	7 719 177	11 039 237	18 784 467	37 734 467	43 904 467
Revenus courants (RC)	24 653 577	24 957 855	25 204 825	25 344 959	25 486 332	25 628 960
En % (maximum 250%)	16%	31%	44%	74%	148%	171%

- Le renouvellement de la dette, soit le nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette nette, dans le cas où toute la marge d'autofinancement y est affectée, est de 6 ans pour 2031 ce qui peut être considéré comme très satisfaisant.

Renouvellement de la dette : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette nette						
Désignation	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dette nette (DN)	-28 320 247	-24 477 775	-21 157 715	-13 412 485	5 537 515	11 707 515
Marge d'autofinancement (MA)	5 211 036	4 650 611	3 842 038	3 403 111	2 857 631	1 887 479
En nombre d'années (max. 30 ans)	0	0	0	0	2	6

- La capacité économique d'endettement, soit le montant maximum d'endettement supportable pour la Commune, est supérieur à la dette brute prévisionnelle ce qui constitue un indicateur favorable. La projection de la capacité économique repose sur une démarche prudente par rapport aux prévisions des charges opérationnelles ainsi que sur le maintien du taux d'imposition de 73%.



Après l'analyse effectuée, il convient de déterminer un endettement brut maximum pour la législature 2026-2031 de l'ordre de CHF 45 mio.

Notons que le plafond d'endettement est un plafond d'emprunt théorique, car la volonté de la Municipalité demeure la maîtrise de la dette et que l'état actuel de la trésorerie nous permet de faire face à la dette communale avec plus de souplesse. En outre, la Municipalité, afin de maîtriser les charges dont elle a le contrôle, devra opérer des choix quant aux investissements pour ne pas recourir à l'emprunt risquant de mettre en difficulté les finances communales.

6. Détermination du plafond de cautionnement 2026-2031

Au 31 décembre 2025, les engagements hors bilan et les gages en faveur de tiers de la Commune sont nuls.

Les cautionnements accordés par les communes sont dorénavant intégrés dans le calcul du plafond d'endettement, en tenant compte du degré de risque selon l'appréciation de la Commune. De ce fait et au vu de l'état des engagements à ce jour, la Municipalité estime qu'un plafond unique brut d'endettement et de risques pour cautionnements de CHF 45 mio est suffisant pour face aux éventuels cautionnements des diverses associations dont la Commune est membre.

7. Conclusion

Ceci exposé, la Municipalité vous demande, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir fixer pour la durée de la législature 2026 - 2031

- le plafond d'endettement et de risques pour cautionnements brut à: Fr. 45'000'000.--

et de donner à ces dispositions la teneur suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL DE CHESEAUX

- vu le préavis municipal N° 04/2026 du 28 septembre 2026
- vu le rapport de la commission des finances chargée d'examiner cet objet
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DECIDE

de fixer pour la durée de la législature 2026 – 2031 :

le plafond d'endettement et de risques pour cautionnements brut à: Fr. 45'000'000.--

DECHARGE

la commission des finances de son mandat.

Adopté par la Municipalité en séance du 28 septembre 2026.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic : Le Secrétaire :

E. FLEURY R. THELIN

Annexes : - Projection
- Dépenses d'investissements 2026-2031

Commune de Cheseaux

Bourse communale

Annexe N°1

Tableau de bord de l'évaluation prospective

Cheseaux-sur-Lausanne

Compte de résultats	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Revenus fiscaux	13 863 015	13 989 901	14 185 950	14 315 792	14 446 823	14 579 053	14 712 493
Patentes et concessions	7 389	7 886	8 415	8 981	9 584	10 228	10 915
Taxes et redevances	3 287 738	2 659 250	2 766 950	2 883 511	2 892 011	2 900 511	2 909 011
Revenus divers	0	0	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	1 363 977	0	0	0	0	0	0
Revenus de transfert	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643
Subventions à redistribuer	0	0	0	0	0	0	0
Charges de personnel	4 690 423	5 070 157	5 480 633	5 924 500	6 102 235	6 285 300	6 473 800
Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	3 238 345	3 592 447	3 985 268	4 421 040	4 654 800	4 910 292	5 383 500
Amortissements du patrimoin administratif	1 360 224	1 662 250	1 749 744	2 027 370	2 422 289	2 825 087	3 560 087
Attributions aux fonds et financements spéciaux	1 479 661	0	0	0	0	0	0
Charges de transfert	10 414 420	10 518 564	10 673 750	10 780 488	10 888 292	10 997 175	11 107 147
Subventions redistribuée	0	0	0	0	0	0	0
Résultat d'Exploitation (REX)	3 174 689	**1 649 262**	**907 562**	**-109 471**	**-883 556**	**-1 692 420**	**-3 056 472**
Revenus financiers	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898
Charges financières	277 124	261 374	167 594	236 758	296 520	435 934	777 034
Résultat Financier (RFI)	1 883 774	**1 899 524**	**1 993 304**	**1 924 139**	**1 864 378**	**1 724 964**	**1 383 864**
Résultat Opérationnel (ROP=REX+RFI)	5 058 463	**3 548 786**	**2 900 866**	**1 814 668**	**980 822**	**32 545**	**-1 672 608**
Revenus extraordinaires	0	0	0	0	0	0	0
Charges extraordinaires	4 720 006	0	0	0	0	0	0
Résultat extraordinaire	-4 720 006	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Résultat Total du compte de résultats (=ROP+REO)	338 457	**3 548 786**	**2 900 866**	**1 814 668**	**980 822**	**32 545**	**-1 672 608**
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	1 363 977	0	0	0	0	0	0
Revenus extraordinaires	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements planifiés PA	1 360 224	1 662 250	1 749 744	2 027 370	2 422 289	2 825 087	3 560 087
Réévaluations sur créances	0						
Amortissements planifiés des subventions d'investissement	0						
Attributions aux fonds et financements spéciaux	1 479 661	0	0	0	0	0	0
Charges extraordinaires	4 720 006	0	0	0	0	0	0
MARGE D'AUTOFINANCEMENT (MA)	6 534 371	5 211 036	4 650 611	3 842 038	3 403 111	2 857 631	1 887 479
Dépenses nettes d'investissement (DNI)	1 766 134	2 018 268	8 492 472	7 160 060	11 145 230	21 800 000	8 050 000
BESOIN DE FINANCEMENT (-) / CAPACITE A FINANCER	4 768 236	3 192 768	-3 841 861	-3 318 022	-7 742 119	-18 942 369	-6 162 521

Références et indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dette nette (DN)	-23 110 247	-28 320 247	-24 477 775	-21 157 715	-13 412 485	5 537 515	11 707 515
Dette brute (DB)	9 086 705	3 876 705	7 719 177	11 039 237	18 784 467	37 734 467	43 904 467
Capacité économique d'endettement (CEE)	196 031 124	156 331 071	139 518 318	115 261 153	102 093 345	85 728 937	56 624 366
Taux d'endettement net	-127%	0%	0%	0%	0%	29%	61%
Degré d'autofinancement	370%	258%	55%	54%	31%	13%	23%

CAPACITE ECONOMIQUE D'ENDETTEMENT MOYENNE	2026-2031	109 259 532

Plafond d'endettement 2026-2031 / Projection

Commune de Cheseaux

Bourse communale

Dépenses d'investissements 2026-2031

Fonction	Type d'investissement	Libellé	Durée d'amortissement	Montant brut total = Dépenses brutes d'investissement	Recettes: subvention, participation autre commune, vente immo PF	Montant net total = Dépenses nettes d'investissement	Montant net annuel 2026	2027	2028	2029	2030	2031
0 - Administration générale	504 Bâtiments, terrains bâtis	Divers projets ou opportunités à réaliser	30	500 000		500 000		100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
0 - Administration générale	529 Autres immobilisations incorporelles	CE Extension administration communale	10	300 000		300 000			300 000			
0 - Administration générale	504 Bâtiments, terrains bâtis	Réalisation extension bâtiment administratif	30	3 000 000		3 000 000				1 500 000	1 500 000	
Sous-total - 0 Administration générale				***3 800 000***		***3 800 000***		***100 000***	***400 000***	***1 600 000***	***1 600 000***	***100 000***
2 - Formation	529 Autres immobilisations incorporelles	Crédit d'étude construction centre de vie enfantine II	10	700 000		700 000			100 000	600 000		
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Extension place d'accueil petite enfance	30	7 000 000		7 000 000					3 500 000	3 500 000
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Rénovation DLV 4 (fenêtres, fermeture portes)	30	500 000		500 000			500 000			
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Réfection de l'enveloppe des bâtiments DLV 1 à 4	30	1 250 000		1 250 000						1 250 000
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Assainissement appartement de fonction DLV3	30	350 000		350 000			350 000			
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	CAD, collèges	30	546 000		546 000			546 000			
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Installation de panneaux photovoltaïque MdB	30	400 000		400 000			400 000			
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Réfection du bâtiment sportif de DLV5 (gradins, luminaires, portes locaux)	30	782 811		782 811	437 811	345 000				
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Assainissement des faux-plafonds et rempl. Lumin. DLV2 et 3	30	382 718		382 718	382 718					
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Construction bâtiment DLV VI	30	135 956		135 956	135 956					
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Réfection du complexe du MdB (toitures, sanitaires, extérieurs, sols)	30	3 415 000		3 415 000		2 400 940	1 014 060			
2 - Formation	504 Bâtiments, terrains bâtis	Rénovation DLV 2 et 3 (portes, fermeture portes)	30	200 000		200 000			200 000			
Sous-total - 2 Formation				***15 662 485***		***15 662 485***	***956 485***	***2 745 940***	***3 110 060***	***600 000***	***3 500 000***	***4 750 000***
3 - Culture, sport, loisirs, église	500 Terrains	Place de jeux et publique aux Pâquis	10	174 605		174 605	50 000	124 605				
3 - Culture, sport, loisirs, église	504 Bâtiments, terrains bâtis	Club-House football	30	3 500 000		3 500 000				100 000	3 400 000	
3 - Culture, sport, loisirs, église	500 Terrains	Terrain synthétique	30	2 500 000		2 500 000					2 500 000	
3 - Culture, sport, loisirs, église		Eclairage - LED	30	100 000		100 000		100 000				
3 - Culture, sport, loisirs, église	529 Autres immobilisations incorporelles	Crédit d'élude remplacement bâtiment Pompiers Voirie	10	800 000		800 000			800 000			
3 - Culture, sport, loisirs, église	504 Bâtiments, terrains bâtis	Remplacement bâtiment Pompiers Voirie	30	8 000 000		8 000 000				2 000 000	6 000 000	
3 - Culture, sport, loisirs, église	56 Subventions d'investissement ...	Subvention d'investissement Tennis-Club pour création terrains Padel	10	100 000		100 000		100 000				
Sous-total - 3 Culture, sport, loisirs, église				***15 174 605***		***15 174 605***	***50 000***	***324 605***	***800 000***	***2 100 000***	***11 900 000***	
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Aménagements du contournement de Cheseaux	40	2 500 000		2 500 000		1 000 000	1 000 000	500 000		
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Aménagements route et chemin du Châtelard	40	3 445 230		3 445 230		500 000	1 000 000	1 945 230		
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Réfection Route de Genève + Cheminement mobilité jusqu'au Châtelard	40	2 000 000		2 000 000		1 250 000	750 000			

6 - Trafic et télécommunications	529 Autres immobilisations incorporelles	Crédit d'étude requlification de la rue de la Mèbre et ch. du Bouzenet	10	100 000		100 000		100 000				
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Réfection de la Rue de la Mèbre y compris trottoirs + chemin du Bouzenet	40	1 300 000		1 300 000			1 300 000			
6 - Trafic et télécommunications	529 Autres immobilisations incorporelles	Crédit d'étude requlification du chemin de la Plantaz	10	100 000		100 000			100 000			
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Réfection du Chemin de la Plantaz	40	800 000		800 000					800 000	
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Réfection de la route de Lausanne	40	300 000		300 000				300 000		
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Extension du trottoir à la route de Morrens	40	100 000		100 000		100 000				
6 - Trafic et télécommunications	529 Autres immobilisations incorporelles	Requalification de la route de Genève (RC319)	10	32 392		32 392	32 392					
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Réaménagement de la Rte d'Yverdon	40	101 717		101 717	101 717					
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Liaison Mobilité douce "Mon Repos"à "Gd Pré sud"	40	286 873		286 873	286 873					
6 - Trafic et télécommunications	529 Autres immobilisations incorporelles	Dépassement CE aménag. du contournement de Cheseaux	10	55 000		55 000	55 000					
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Réfection de la Route de Morrens	40	131 313		131 313	131 313					
6 - Trafic et télécommunications	529 Autres immobilisations incorporelles	Etude Plan d'affectation grand-Pré Sud (A)	10	153 281		153 281	153 281					
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Modification éclairage publique pour télégestion	40	150 000		150 000		150 000				
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Arrêt de bus provisoire de la cure	40	100 000		100 000		100 000				
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Réfection de la rue du Pâquis + abris bus	40	400 000		400 000		400 000				
6 - Trafic et télécommunications	529 Autres immobilisations incorporelles	Crédit d'étude Pôle bus du Grand Pré	10	150 000		150 000					150 000	
6 - Trafic et télécommunications	501 Routes / voies de communication	Crédit d'ouvrage Pôle bus du Grand Pré	40	3 000 000		3 000 000						3 000 000
Sous-total - 6 Trafic et télécommunications				***15 205 806***		***15 205 806***	***760 576***	***3 600 000***	***4 150 000***	***2 745 230***	***950 000***	***3 000 000***
7 - Protection de l'environnement et aménagement du territoire	503 Autres travaux de génie civil	PGEE - Collecteurs EC-EU La Mèbre + Bouzenet	40	500 000		500 000		500 000				
7 - Protection de l'environnement et aménagement du territoire	503 Autres travaux de génie civil	PGEE - Collecteurs EC-EU Martheray	40	200 000		200 000						200 000
7 - Protection de l'environnement et aménagement du territoire	503 Autres travaux de génie civil	PGEE - Collecteurs EC-EU Plantaz-Bellevue	40	700 000		700 000				700 000		
7 - Protection de l'environnement et aménagement du territoire	503 Autres travaux de génie civil	PGEE - Sous-le-Mont, le Châtelard et le Timonet d'En Haut	40	1 091 880		1 091 880	541 880	550 000				
7 - Protection de l'environnement et aménagement du territoire	504 Bâtiments, terrains bâtis	Réfection la toiture de la déchetterie + panneaux photovoltaiques	30	996 532		996 532		996 532				
Sous-total - 7 Protection de l'environnement et aménagement du territoire				***3 488 412***		***3 488 412***	***541 880***	***2 046 532***		***700 000***		***200 000***
9 - Finances et impôts	529 Autres immobilisations incorporelles	Crédit d'étude Ferme "Emery"	10	600 000		600 000			600 000			
9 - Finances et impôts	504 Bâtiments, terrains bâtis	Ferme "Emery"	30	8 000 000		8 000 000				4 000 000	4 000 000	
Sous-total - 9 Finances et impôts				***8 600 000***		***8 600 000***			***600 000***	***4 000 000***	***4 000 000***	
N/A	500 Terrains	Crédit pour acquisition de la parcelle n°1626 à Cheseaux	illimité	11 400 000		11 400 000	11 400 000					
Sous-total - N/A				***11 400 000***		***11 400 000***	***11 400 000***					

Détermination du plafond d'endettement 2026-2031

Note explicative à l'attention de la Commission des finances

Commune de Cheseaux-sur-Lausanne | Préavis municipal no 04/2026

Ce document accompagne le point 5 du préavis municipal no 04/2026. Il a pour but de détailler les principes de la méthodologie établie par l'Union des Communes Vaudoises (UCV) en vue de la détermination du plafond en matière d'endettement 2026-2031. La méthodologie repose sur une projection prévisionnelle complète de la Commune.

Cette méthodologie repose sur trois étapes : reconstituer une base comptable comparable en convertissant les comptes de résultat et de bilan des années précédentes, identifier les dépenses d'investissement prévisionnelles et établir une projection des charges et revenus au moyen de taux de croissance.

1. Construire une base comparable en MCH2

Les comptes de résultat et de bilan de 2021 à 2025 ont été convertis selon le modèle comptable harmonisé MCH2. Cette conversion permet de comparer les cinq exercices sur une même base, d'extraire des indicateurs sur la situation financière de la Commune et d'observer l'évolution de chaque nature de charges et de revenus. Cette étape constitue la base de la projection financière.

COMPTE DE RESULTAT							Plafond d'endettement:	35 000 000	
Année de passage MCH2:		2026	Commune:	Cheseaux			nbre d'années:	5	
Cl. Nature MCH2	Op.	Désignation	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne sur 5 ans	Tx croissance
40	+	Revenus fiscaux	13 366 873	12 914 021	13 619 098	13 759 229	13 863 015	13 504 447	0,92%
41	+	Patentes et concessions	5 697	6 981	6 271	6 012	7 389	6 470	6,72%
42	+	Taxes et redevances	2 180 340	2 191 124	2 092 999	2 465 311	3 287 738	2 443 502	10,81%
43	+	Revenus divers	0	0	0	0	0	0	-
45	+	Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	0	116 029	127 473	110 513	1 363 977	343 598	-
46	+	Revenus de transfert	6 644 301	5 518 889	4 833 661	5 290 288	5 835 643	5 624 556	-3,19%
47	+	Subventions à redistribuer	0	0	630	0	0	126	-
30	-	Charges de personnel	3 435 379	3 403 811	3 777 970	4 293 628	4 690 423	3 920 242	8,10%
31	-	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	2 138 229	2 470 123	2 865 495	3 404 374	3 238 345	2 823 313	10,93%
33	-	Amortissements du patrimoine administratif	1 180 350	1 701 651	1 656 307	1 496 008	1 360 224	1 478 908	3,61%
35	-	Attributions aux fonds et financements spéciaux	484 466	403 335	998 774	315 753	1 479 661	736 398	32,20%
36	-	Charges de transfert	10 109 219	9 401 119	10 541 418	10 838 559	10 414 420	10 260 947	0,75%
37	-	Subventions redistribuées	0	0	630	0	0	126	-35,56%
	=	Résultat d'Exploitation (REX)	4 849 567	3 367 005	839 537	1 283 028	3 174 689	2 702 765	
44	+	Revenus financiers	1 356 816	1 588 545	2 136 850	2 177 342	2 160 898	1 884 090	12,34%
34	-	Charges financières	405 268	327 014	320 882	321 603	277 124	330 378	-9,06%
	=	Résultat Financier (RFI)	951 549	1 261 531	1 815 968	1 855 738	1 883 774	1 553 712	
	=	Résultat Opérationnel (ROP=REX+RFI)	5 801 116	4 628 536	2 655 505	3 138 767	5 058 463	4 256 477	
48	+	Revenus extraordinaires	155 853	4 895 832	0	4 000 000	0	1 810 337	
38	-	Charges extraordinaires	5 241 278	9 073 985	397 842	4 505 570	4 720 006	4 787 736	
	=	Résultat extraordinaire	-5 085 425	-4 178 153	-397 842	-505 570	-4 720 006	-2 977 399	
	=	Résultat Total du compte de résultats (=ROP+REO)	715 691	450 383	2 257 663	2 633 197	338 457	1 279 078	

A ce stade, les taux de croissance relevés nous donnent une bonne indication de l'évolution de chaque type de charges et de revenus des années 2021 – 2025. Il s'agit d'une bonne base en vue de la prévision de l'évolution des charges et des revenus futurs. Néanmoins, il conviendra, à l'étape 3, de neutraliser, par nature, les événements ponctuels et extraordinaires.

La présentation du compte de résultat MCH2 de manière échelonnée permet une meilleure lisibilité :

- Résultat d'exploitation (REX)

Permet de constater si les revenus opérationnels couvrent les charges opérationnelles avant de prendre en compte le résultat financier et extraordinaire.

Petite précision :
résultat opérationnel ≠ résultat courant (utilisé dans le cadre de la marge d'autofinancement)

- Résultat financier (RFI)

Correspond notamment aux charges des intérêts des dettes à court, moyen et long terme ainsi qu'aux revenus provenant des placements à terme et des loyers du patrimoine administratif et financier.

- Résultat extraordinaire

Correspond notamment aux charges des amortissements supplémentaires, de l'attribution de résultat à des réserves libres ainsi qu'aux prélèvements à des réserves libres.

PRINCIPAUX AGREGATS

0	Cl. Nature MCH2	Op.	Désignation	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne sur 5 ans	Tx croissance
4	4		Revenus totaux	24 099 362	27 606 723	23 250 161	28 315 723	26 959 703	26 046 335	3%
48	45	-	Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	155 853	116 029	127 473	110 513	1 363 977	374 769	1
	47	-	Subventions à redistribuer	0	0	630	0	0	126	-
	48	-	Revenus extraordinaires	0	4 895 832	0	4 000 000	0	1 779 166	-
49	49	-	Imputations internes	389 482	375 302	433 180	507 030	441 043	429 207	3%
		=	Revenus Courants (RC)	23 554 028	22 219 560	22 688 878	23 698 180	25 154 683	23 463 066	2%
3	3		Charges totales	23 383 671	27 156 340	20 992 499	25 682 526	26 621 246	24 767 257	3%
38	35	-	Attributions aux fonds et financements spéciaux	484 466	403 335	998 774	315 753	1 479 661	736 398	32%
	37	-	Subventions redistribuées	0	0	630	0	0	126	-
332	38	-	Charges extraordinaires	5 241 278	9 073 985	397 842	4 505 570	4 720 006	4 787 736	-3%
39	39	-	Imputations internes	389 482	375 302	433 180	507 030	441 043	429 207	3%
		=	Charges courantes (CHC)	17 268 445	17 303 718	19 162 072	20 354 174	19 980 535	18 813 789	4%
	3180	-	Réévaluations sur créances	0	0	0	0	0	0	-
331	33	-	Amortissements du PA	1 180 350	1 701 651	1 656 307	1 496 008	1 360 224	1 478 908	4%
333	366	-	Amortissementsdes subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	-
		=	Dépenses courantes (DC)	16 088 095	15 602 067	17 505 765	18 858 165	18 620 312	17 334 881	4%
		=	MARGE D'AUTOFINANCEMENT (MA)	7 465 932	6 617 493	5 183 113	4 840 015	6 534 371	6 128 185	
60 à 67	6	+	Recettes d'investissement	22 341	50 000	0	234 826	225 458	106 525	78,24%
50 à 58	5	-	Dépenses d'investissement	7 276 611	6 485 602	2 166 896	3 676 047	1 991 593	4 319 350	-27,67%
		=	BESOIN DE FINANCEMENT (-) / CAPACITE A FINAN	211 662	181 891	3 016 218	1 398 795	4 768 236	1 915 360	

0	Cl. Nature MCH2	Op.	Désignation	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne sur 5 ans	Tx croissance
40	40	+	Revenus fiscaux	13 366 873	12 914 021	13 619 098	13 759 229	13 863 015	13 504 447	0,92%
41	41	+	Patentes et concessions	5 697	6 981	6 271	6 012	7 389	6 470	6,72%
43	42	+	Taxes et redevances	2 180 340	2 191 124	2 092 999	2 465 311	3 287 738	2 443 502	10,81%
42	44	+	Revenus financiers	1 356 816	1 588 545	2 136 850	2 177 342	2 160 896	1 884 090	12,34%
		=	**Revenus maîtrisables**	**16 909 727**	**16 700 671**	**17 855 217**	**18 407 893**	**19 319 040**	**17 838 510**	**3,39%**
			% de revenus totaux	*70%*	*60%*	*77%*	*65%*	*72%*	*68%*	
30	30	-	Charges de personnel	3 435 379	3 403 811	3 777 970	4 293 628	4 690 423	3 920 242	8,10%
31	31	-	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	2 138 229	2 470 123	2 865 495	3 404 374	3 238 345	2 823 313	10,93%
331	33	-	Amortissements du patrimoine administratif	1 180 350	1 701 651	1 656 307	1 496 008	1 360 224	1 478 908	3,61%
32/330	34	-	Charges financières	405 268	327 014	320 882	321 603	277 124	330 378	-9,06%
		=	**Charges maîtrisables**	**7 159 226**	**7 902 599**	**8 620 654**	**9 515 614**	**9 566 115**	**8 552 842**	**7,51%**
			% de charges totales	*31%*	*29%*	*41%*	*37%*	*36%*	*35%*	
		=	Solde maîtrisable	9 750 501	8 798 072	9 234 563	8 892 279	9 752 925	9 285 668	0

De 2021-2025, la marge d'autofinancement cumulée a permis de couvrir les dépenses d'investissement réalisées sur la même période. Dès lors, il n'y a pas eu besoin de financement, on parle alors de capacité à financer.

Le taux de 72% de revenus maîtrisables permet à la Commune de disposer d'une marge de manœuvre relativement importante sur ses revenus.

2. Budgétisation des dépenses d'investissement 2026-2031

Investissements

Simulation investissements amorti sur 30 ans	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Durée de vie
Montants nets des investissements	656 405	3 042 472	3 110 060	7 700 000	21 000 000	3 850 000	30
Amortissements comptables		31 883	163 299	266 967	523 634	1 223 634	Comptabilisé
Charges de fonctionnement des investissements	0	0	0	57 000	57 000	264 500	OUI
Revenus de fonctionnement des investissements	0	0	4 500	8 500	8 500	8 500	Financé par l'emprunt
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	0	31 883	158 799	315 467	572 134	1 479 634	OUI

Simulation investissements amorti sur 40 ans	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Durée de vie
Montants nets et années des investissements	1 061 783	4 550 000	4 050 000	3 445 226	600 000	3 300 000	40
Amortissements comptables		26 545	140 295	241 545	327 675	347 675	Comptabilisé
Charges de fonctionnement des investissements	0	0	0	0	12 300	12 300	OUI
Revenus de fonctionnement des investissements	0	0	0	0	0	0	Financé par l'emprunt
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	0	26 545	140 295	241 545	339 975	359 975	OUI

Simulation investissements amorti sur 10 ans	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Durée de vie
Montants nets des investissements	290 673	324 605	1 900 000	600 000	150 000	0	10
Amortissements comptables		29 067	61 528	251 528	311 528	326 528	Comptabilisé
Charges de fonctionnement des investissements	0	0	0	0	0	0	OUI
Revenus de fonctionnement des investissements	0	0	0	0	0	0	Financé par l'emprunt
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	0	29 067	61 528	251 528	311 528	326 528	NON

Simultation inestissement du patrimoine financier	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Durée de vie
Montants nets des investissements	11 400 000	0	0	0	0	0	illimité
Amortissements comptables		0	0	0	0	0	Comptabilisé
Charges de fonctionnement des investissements	0	0	0	0	0	0	OUI
Revenus de fonctionnement des investissements	0	0	0	0	0	0	Financé par l'emprunt
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	0	0	0	0	0	0	NON

Il convient de budgétiser les dépenses d'investissements en identifiant celles qui sont prévues :

D'être financées par l'emprunt

Dépenses qui influencent la dette brute prévisionnelle ainsi que les charges financières du compte de résultat.

D'être financées par la trésorerie courante

Dépenses qui n'influencent ni la dette brute prévisionnelle ni les charges financières du compte de résultat.

3. Projection financière

3.1 Revenus de fonctionnement

Revenus de fonctionnement

Revenus de fonctionnement sans imputations internes (49)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
40 Revenus fiscaux	13 989 901	14 117 949	14 315 792	14 446 823	14 579 053	14 712 493	Tx croissance
Variation de revenus fiscaux si modification du taux (en point)							0,92%
de :							
en :	0	0	0	0	0	0	
Nouvelle valeur		14 185 950					
Total Revenus fiscaux	13 989 901	14 185 950	14 315 792	14 446 823	14 579 053	14 712 493	
41 Patentes, concessions	7 886	8 415	8 981	9 584	10 228	10 915	Tx croissance
Nouvelle valeur							6,72%
Total Patentes, concessions	7 886	8 415	8 981	9 584	10 228	10 915	
42 Taxes et redevances	3 420 892	2 766 950	2 879 011	2 883 511	2 892 011	2 900 511	Tx croissance
Nouvelle valeur	2 659 250		2 883 511	2 892 011	2 900 511	2 909 011	4,05%
Total Taxes et redevances	2 659 250	2 766 950	2 883 511	2 892 011	2 900 511	2 909 011	
43 Revenus divers	0	0	0	0	0	0	Tx croissance
Nouvelle valeur							0,00%
Total Revenus divers	0	0	0	0	0	0	
44 Revenus financiers	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	Tx croissance
Nouvelle valeur							0,00%
Total Revenus financiers	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	2 160 898	
45 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	0	0	0	0	0	0	Tx croissance
Nouvelle valeur							0,00%
Total Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	0	0	0	0	0	0	
46 Revenus de transferts	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	Tx croissance
Nouvelle valeur							0,00%
Total Revenus de transferts	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	5 835 643	
47 Subventions à redistribuer	0	0	0	0	0	0	Tx croissance
Nouvelle valeur							0,00%
Total Subventions à redistribuer	0	0	0	0	0	0	
48 Revenus extraordinaires	0	0	0	0	0	0	Tx croissance
Nouvelle valeur							0,00%
Total Revenus extraordinaires	0	0	0	0	0	0	
Revenus nets des nouveaux investissements à comptabiliser	0	0	0	0	0	0	
Total des revenus de fonctionnement sans imputations internes	24 653 577	24 957 855	25 204 825	25 344 959	25 486 332	25 628 960	
Revenus extraordinaires	0	0	0	0	0	0	
Total des revenus d'exploitation et financiers = revenus opérationnels	**24 653 577**	**24 957 855**	**25 204 825**	**25 344 959**	**25 486 332**	**25 628 960**	

40 Revenus fiscaux

Application du taux de croissance moyen de 0.92%.

Dès 2027, intégration d'un nouveau revenu de CHF 68'000 au titre de l'impôt sur le bénéfice et le capital pour les entreprises « PULSE ».

41 Patentes, concessions

Application du taux de croissance moyen de 6,72%.

42 Taxes et redevances

Application du taux de croissance moyen de 4,05%.

La taxe ponctuelle et extraordinaire de raccordement aux EC et EU de « PULSE » perçue aux comptes 2025 a été neutralisée en 2026 pour ne pas fausser la projection financière.

Dès 2028, budgétisation des revenus des investissements (surplus d'électricité produit par les panneaux photovoltaïques du bâtiment de la déchetterie et réinjecté dans le réseau).

Dès 2029, budgétisation des revenus des investissements (surplus d'électricité produit par les panneaux photovoltaïques du bâtiment MDB et réinjecté dans le réseau).

43 Revenus divers

N/A

44 Revenus financiers

Application d'un taux de croissance de 0,00% par prudence en vue des taux d'intérêts actuels sur le marché.

45 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux

Nature neutralisée car pas d'impact sur la marge d'autofinancement.

46 Revenus de transferts

Application d'un taux de croissance de 0,00% par prudence et selon recommandation de l'UCV.

47 Subventions à redistribuer

N/A

48 Revenus extraordinaires

Nature neutralisée car pas d'impact sur la marge d'autofinancement.

3.2 Charges de fonctionnement

Charges de fonctionnement

Charges de fonctionnement sans imputations internes (39)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
30 Charges de personnel	5 070 157	5 480 633	5 924 500	6 102 235	6 285 300	6 473 800	Tx croissance
Nouvelle valeur							6,30%
Total Charges de personnel	5 070 157	5 480 633	5 924 500	6 102 235	6 285 300	6 473 800	
31 Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	3 592 447	3 985 268	4 421 040	4 597 800	4 840 992	5 106 700	Tx croissance
Nouvelle valeur				4 654 800	4 910 292	5 383 500	8,40%
Total Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	3 592 447	3 985 268	4 421 040	4 654 800	4 910 292	5 383 500	
33 Amortissements du patrimoine administratif antérieurs	1 360 224	1 662 250	1 662 250	1 662 250	1 662 250	1 662 250	
Montant supplémentaire (+) ou en diminution (-)	302 026						
Nouveaux amortissements comptables	0	87 495	365 121	760 040	1 162 837	1 897 837	
Total Amortissements du patrimoine administratif	1 662 250	1 749 744	2 027 370	2 422 289	2 825 087	3 560 087	
34 Charges financières	261 374	167 594	236 758	296 520	435 934	777 034	
Montant supplémentaire (+) ou en diminution (-)							
Total Charges financières	261 374	167 594	236 758	296 520	435 934	777 034	
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	0	0	0	0	0	0	Tx croissance
Nouvelle valeur							0,00%
Total Attributions aux fonds et financements spéciaux	0	0	0	0	0	0	
36 Charges de transfert	10 518 564	10 623 750	10 780 488	10 888 292	10 997 175	11 107 147	Tx croissance
Nouvelle valeur		10 673 750					1,00%
Total Charges de transfert	10 518 564	10 673 750	10 780 488	10 888 292	10 997 175	11 107 147	
37 Subventions redistribuées	0	0	0	0	0	0	Tx croissance
Nouvelle valeur							0,00%
Total Subventions redistribuées	0	0	0	0	0	0	
38 Charges extraordinaires	0	0	0	0	0	0	
Nouvelle valeur							
Total Charges extraordinaires	0	0	0	0	0	0	
Charges nettes des nouveaux investissements à comptabiliser	0	0	0	0	0	0	
Total des charges de fonctionnement sans imputations internes	21 104 791	22 056 989	23 390 157	24 364 136	25 453 788	27 301 567	
Charges extraordinaires	0	0	0	0	0	0	
Total des charges d'exploitation et financières = charges opérationnelle	**21 104 791**	**22 056 989**	**23 390 157**	**24 364 136**	**25 453 788**	**27 301 567**	

30 Charges de personnel

Application d'un taux de croissance dégressif.

Application du taux de croissance moyen de 8.10% pour 2026-2027-2028.

Dès 2029, application d'un taux de croissance de 3.00%.

31 Charges de biens et services et autres charges d'exploitation

Application d'un taux de croissance dégressif.

Application du taux de croissance moyen de 10,93% pour 2026-2027-2028.

Dès 2029, application d'un taux de croissance de 4.00%.

Dès 2029, budgétisation des charges découlant des investissements (charges d'entretien, charges courantes).

33 Amortissements du patrimoine administratif

Valeur saisie en 2026 conformément aux charges d'amortissement prévues au BU26.

Les charges d'amortissement influencent le résultat opérationnel mais pas la marge d'autofinancement.

34 Charges financières

Se base sur l'évolution prévisionnelle de la dette brute ainsi que sur un taux d'emprunt de 1.8%.

35 Attribution aux fonds et financements spéciaux

Nature neutralisée car pas d'impact sur la marge d'autofinancement

36 Charges de transfert

Application d'un taux de croissance de 1,00% selon recommandation de l'UCV.

Hausse, dès 2027, de la charge de péréquation liée aux recettes fiscales provenant de l'impôt sur le bénéfice et le capital pour les entreprises « PULSE ». Il convient d'attribuer environ 72% des recettes fiscales estimées à la péréquation soit 72% de CHF 68'000.

37 Subventions redistribuées

N/A

38 Charges extraordinaires

Nature neutralisée car pas d'impact sur la marge d'autofinancement

3.3 Marge d'autofinancement et Dette brute prévisionnelle

Concepts de résultats						
Désignation	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Revenus opérationnels	24 653 577	24 957 855	25 204 825	25 344 959	25 486 332	25 628 960
Charges opérationnelles	21 104 791	22 056 989	23 390 157	24 364 136	25 453 788	27 301 567
RESULTAT OPERATIONNEL	3 548 786	2 900 866	1 814 668	980 822	32 545	-1 672 608
Amortissements planifiés PA	1 662 250	1 749 744	2 027 370	2 422 289	2 825 087	3 560 087
Attributions aux fonds et financements spéciaux	0	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	0	0	0	0	0	0
MARGES D'AUTOFINANCEMENT (MA)	5 211 036	4 650 611	3 842 038	3 403 111	2 857 631	1 887 479
Dépenses nettes d'investissement (DNI)	13 708 941	8 817 077	9 060 060	11 745 230	21 950 000	8 050 000
Dépenses nettes d'investissement (DNI) financées par l'emprunt	2 018 268	8 492 472	7 160 060	11 145 230	21 800 000	8 050 000
DI neutralisées par trésorerie courante	2 018 268					
BESOIN DE FINANCEMENT (-) / CAPACITE A FINANCER (+)	5 211 036	-3 841 861	-3 318 022	-7 742 119	-18 942 369	-6 162 521
QUOTE-PART DETTE INTERCOMMUNALE PREVISIONNELLE						
DETTE NETTE PREVISIONNELLE	-28 320 247	-24 477 775	-21 157 715	-13 412 485	5 537 515	11 707 515
DETTE BRUTE PREVISIONNELLE	3 876 705	7 719 177	11 039 237	18 784 467	37 734 467	43 904 467

L'augmentation prévisionnelle des charges d'exploitation et des charges financières entraînera une diminution progressive de la marge d'autofinancement. Celle-ci devrait néanmoins atteindre une moyenne de CHF 3,6 mio sur la période 2026–2031, un niveau qui demeure très favorable pour la Commune.

Cette capacité d'autofinancement ne permettra toutefois pas de couvrir intégralement les dépenses d'investissements prévues. Le recours à de nouveaux emprunts sera dès lors nécessaire pour assurer leur financement.

Dans ce contexte, la dette brute devrait progressivement augmenter pour atteindre CHF 43,9 mio en 2031.